

**4 Économie**

**Entretien avec la Représentante-résidente de la Banque mondiale au Gabon**

**Sylvie Dossou : "il est crucial pour le gouvernement de faire preuve de toute la transparence possible dans la gestion des finances publiques"**

Propos recueillis par Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/ Gabon

*Arrivée au terme de sa mission, la représentante-résidente de la Banque mondiale au Gabon dresse, dans cet entretien exclusif, le bilan des actions de l'institution financière durant son mandat, tout en jetant un regard froid sur la situation économique du pays.*

**L'union.** Vous arrivez aujourd'hui au terme de votre mandat au Gabon. Quel bilan faites-vous des relations entre la Banque mondiale et le Gabon depuis votre arrivée en 2015 ? A combien s'élève l'engagement de la Banque mondiale au Gabon et quels sont les secteurs qui ont été couverts ?

**Sylvie DOSSOU :** la Banque mondiale accompagne aujourd'hui le gouvernement du Gabon au travers de plusieurs projets couvrant des secteurs tels que l'amélioration du climat des affaires, le développement urbain, l'environnement, la formation des jeunes et la santé. Notre portefeuille, au cours des deux dernières années, a été multiplié par 5 et s'élève à 500 millions de dollars environ. En dehors de ces financements, la Banque a apporté son expertise sous la forme d'études analytiques sur des questions relatives à la stabilisation de la masse salariale, à la redynamisation du secteur bois ou encore à l'optimisation des recettes fiscales. D'un point de vue professionnel cela a été très enrichissant de pouvoir travailler de façon étroite avec le Ministère en charge de l'Economie et d'accompagner le Gabon dans des secteurs stratégiques majeurs tels que l'accès à internet, les statistiques, la forêt, l'environnement ou encore la formation professionnelle des jeunes. J'ai particulièrement apprécié la confiance que les autorités ont envers la Banque et le partenariat que nous avons pu développer. Je suis très fière que nous ayons été capables de contribuer à la réflexion sur des questions de développement complexes pour lesquelles nous avons pu apporter à la fois notre expertise et des financements adéquats. Le Gabon a un potentiel énorme et je reste convaincue que la crise actuelle est aussi une réelle opportunité pour mettre en place des réformes courageuses et, faire des choix économiques et sociaux pertinents afin d'accéder à l'émergence à laquelle le pays aspire.

**Quel a été l'impact réel sur la population gabonaise de ces aides multiformes de la Banque mondiale ?**

La Banque mondiale s'est progressivement davantage orientée vers des projets à fort impact social avec, comme fil conducteur, la volonté de sortir les populations gabonaises de la pauvreté et d'aboutir à un partage plus équitable de la prospérité. Nous avons accompagné le Gabon dans le développement de la fibre optique grâce au projet CAB4, qui



Photo : D.R.

**Sylvie Dossou, Représentante - résidente de la Banque mondiale au Gabon.**

a permis la baisse effective du coût d'accès à l'internet (...). Le prix de détail des services Internet est ainsi passé de plus de 200 \$ US par Mbit/s par mois en 2010 à moins de 25 \$US aujourd'hui, et l'accès aux services Internet est passé de 14% de la population en 2010 à 92% en fin 2016. Faciliter l'accès à internet génère des gains de croissance économique, accélère l'inclusion financière grâce notamment au e-banking, facilite l'accès des jeunes aux réseaux sociaux et les responsabilise en tant que citoyen prenant une part active dans la vie sociale et politique de leur pays. De la même façon, nous essayons de désenclaver les populations des zones rurales par la construction de plusieurs routes secondaires dans plusieurs provinces. Nous facilitons pour ces mêmes populations l'accès à l'eau et l'électricité à travers le projet d'accès aux services de base en milieu rural qui bénéficiera à 5 800 ménages dans l'ensemble des provinces du Gabon, soit 23100 personnes environ. La Banque mondiale contribue également à des projets innovants ayant le potentiel d'avoir un réel impact positif sur la qualité des services de santé. Le projet e-Gabon, par exemple, permettra la centralisation de toutes les informations concernant les malades et une prise en charge plus rapide et efficace de ceux-ci. Enfin nous mettons en place un financement des services de santé basé sur leur performance et sur les résultats obtenus, ces résultats étant définis comme la quantité et la qualité des services produits. Le projet Statistique, d'un montant de 50 millions de \$US, vise à améliorer le processus de prise de décision, de planification et d'évaluation des politiques nationales. Il va contribuer à renforcer la qualité et l'efficacité des processus économiques et des politiques sociales mises en œuvre par le gouvernement et les partenaires au développement. Nous nous sommes aussi intéressés à l'emploi des jeunes et allons construire 2 centres de formation professionnelle dédiés aux métiers du BTP et du numérique, dans la zone de Nkok. Le portefeuille de la Banque mondiale au Gabon est relativement jeune, la plupart de nos projets viennent seulement d'entrer en vigueur mais leur impact quant à l'amélioration des conditions de vie des populations ne devrait souffrir d'aucune contestation une fois qu'ils

auront pris leur rythme de croisière.

**La situation économique du Gabon continue d'être fragile, avec un taux d'endettement représentant 64 % du PIB du pays à fin 2016, selon les notes internes de la banque. Quelles mesures la Banque mondiale préconise-t-elle pour sortir le pays de cette spirale et relancer la croissance ?**

La croissance qui était en moyenne de 5,1% entre 2012 et 2014, tirée par la forte hausse des prix du pétrole et l'investissement public, est retombée à 2,1% en 2016. Avec un déficit budgétaire en base caisse de 6,6% en 2016 dû essentiellement à la baisse du prix du pétrole, lequel a chuté de près de 50% depuis 2011, des ajustements budgétaires urgents et significatifs s'avèrent nécessaires. Le gouvernement a lancé un plan de relance économique visant à dynamiser la croissance et à restaurer progressivement l'équilibre budgétaire ainsi que celui de la balance des paiements. Il s'est aussi rapproché du FMI pour la mise en place d'un plan d'ajustement budgétaire. Ce sont là des initiatives courageuses que nous soutenons pleinement.

**Alors, que recommandez-vous concrètement au gouvernement ?**

Nous recommandons au gouvernement de s'appuyer sur ses ressources intérieures pour réduire son exposition aux chocs extérieurs. A cet égard, la Banque mondiale préconise, d'une part, une rationalisation des exonérations discrétionnaires, souvent accordées sans base légale et dont l'efficacité n'est pas toujours clairement démontrée et, d'autre part l'élargissement de l'assiette fiscale par la fiscalisation du secteur informel mais aussi par l'application progressive de l'impôt foncier car il est important que toutes les couches de la population, notamment les plus aisées, participent à l'effort de redressement national. La masse salariale, qui a cru de 70% entre 2010 et 2015 et qui représente 36% des dépenses fiscales, doit aussi être mieux contrôlée grâce à un encadrement des recrutements et du système de promotion dans la fonction publique, tout en respectant les besoins de recrutement dans les secteurs sociaux. Pour ce qui est des autres dépenses publiques, il faut aussi réduire de façon significative le train de vie de l'Etat et en particulier sa consommation de biens et services. La poursuite des efforts de diversification de l'économie et une plus grande implication du secteur privé sont également indispensables pour générer une croissance suffisante afin de faire face à la crise. Une croissance plus forte et plus diversifiée entraînera la création d'emplois supplémentaires qui permettront de compenser ceux qui ont été détruits du fait de la crise et qui ont plongé des familles entières dans le désarroi, remettant gravement en cause les progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des populations.

**L'Etat a-t-il d'autres choix ?**

Dans les périodes de crise, les ressources se raréfient, aussi, il est crucial pour le gouver-

nement de faire preuve de toute la transparence possible dans la gestion des finances publiques. Les ressources pétrolières restant la principale source de revenus pour le Gabon, leur gestion doit faire l'objet d'une rigueur toute particulière et c'est la raison pour laquelle la BM encourage le Gabon à faire tous les efforts nécessaires pour une ré-adhésion effective du pays à l'ITIE. Cette ré-adhésion est d'autant plus importante que cette plate-forme permet aux populations, par l'intermédiaire d'une société civile qui se doit d'être responsable, d'avoir un regard sur une ressource qui est avant tout un bien commun. Dans le même sens, nous pensons qu'une plus grande transparence dans l'attribution des marchés publics, grâce à des procédures de passation de marché plus compétitives, est indispensable. En 2015, 71% du montant total que représentent les marchés publics a été attribué par entente directe. Enfin, dans le contexte actuel, il importe de rappeler que des mesures fortes doivent être mises en œuvre afin de s'assurer que la crise actuelle n'affecte pas les Gabonais les plus pauvres. Les dépenses dans la santé, l'éducation et la protection sociale doivent être préservées tout en s'assurant de leur efficacité et de leur équité.

**A l'heure où la protection de l'environnement est à l'honneur, et que le Gabon a été récompensé pour sa politique environnementale, comment est-ce que la Banque mondiale accompagne le Gabon dans ce secteur ?**

La Banque mondiale appuie le Gabon dans sa politique environnementale depuis de nombreuses années par l'appui aux réformes dans le secteur forestier qui ont abouti à une amélioration du processus d'attribution des permis forestiers. Avec le Fonds pour l'Environnement Mondial, les capacités de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN) ont été renforcées, aboutissant à une gestion rationnelle du réseau des 13 parcs nationaux. De façon générale, nous avons appuyé le Gabon dans deux domaines prioritaires : le secteur forestier et la gestion de son patrimoine naturel. La Banque a fourni une assistance technique afin d'évaluer l'impact de la mesure d'interdiction d'exportation des grumes. De plus, nous avons été un partenaire privilégié du ministère en charge des Forêts pour faciliter le processus de révision du code forestier. Enfin, la dernière collaboration en date est relative à l'appui fourni pour remédier au trafic d'ivoire et au braconnage des éléphants. Un nouveau projet de 9 millions de dollars a été initié en janvier 2017 visant à atténuer les conflits homme-éléphant et à améliorer les conditions de vie des populations rurales. La création récente de 20 nouvelles aires protégées aquatiques et le prix décerné au Chef de l'Etat, attestent de l'engagement du pays à promouvoir une gestion durable de son environnement et le développement d'une économie verte capable de garantir des conditions de vie optimales pour les générations futures.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 22/06/2017	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,1147	1USD =	588,461	1 USD	609,057	<b>CAC 40</b>	22/06/2017	5 240,32
		CAD	1,4803	1CAD =	443,124	1 CAD	466,718	<b>DOW JONES</b>	22/06/2017	21 469,58
		JPY	124,2100	1JPY =	5,281	100 JPY	549,163			
		GBP	0,8781	1GBP =	747,019	1 GBP	779,729			
		CHF	1,0857	1CHF =	604,179	100 CHF	63 260,42			
		ZAR	14,5255	1ZAR =	45,159	100 ZAR	4 695,99			
		MAD	10,9110	1MAD =	60,119	1 MAD	62,52			
		CNY	7,6091	1CNY =	86,207	1CNY	88,79			
		KES	115,4600	1KES =	5,681	1KES	5,85			

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril**  
22 Juin 2017: **46,16**

**CHANGEMENTS**

**COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 22/06/2017**



**Union Gabonaise de Banque**

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>